

# Macron se prend les pieds dans le Rwanda

**T**RENTE ANS APRÈS, le génocide au Rwanda n'en finit pas d'empoisonner la vie politique française, et particulièrement celle de l'Élysée. Emmanuel Macron, qui avait un temps envisagé d'aller à Kigali pour assister à la cérémonie de commémoration, y a finalement dépêché son ministre des Affaires étrangères, préférant commémorer une autre tragédie, plus proche de chez nous : la répression contre les maquisards du plateau des Glières, il y a quatre-vingts ans.

Dans la foulée du discours qu'il avait tenu en 2021 dans la capitale rwandaise, le chef de l'État a pourtant tenu à enregistrer une vidéo pour réitérer la position française sur le génocide rwandais. Oui, mais laquelle ? C'est là que commence l'un de ces cafouillages dont l'Élysée semble s'être fait une spécialité depuis quelque temps.

Le 4 avril, la conseillère en communication chargée de l'international dialogue en visio avec quelques journalistes pour un briefing « off », avant l'enregistrement de la vidéo par le Président le lendemain pour une diffusion dimanche 7, jour du 30<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement du génocide. « Le chef de l'État rappellera (...) que la France, qui aurait pu arrêter le génocide avec ses alliés occidentaux

et africains, n'en a pas eu la volonté », annonce-t-elle. L'AFP en fait une dépêche et l'émotion gagne peu à peu, des cercles mitterrandiens, qui voient l'ex-président quasi accusé de complicité de génocide, jusqu'aux chancelleries étrangères, en passant par le Quai d'Orsay, qui, une fois encore, n'a pas été mis dans la boucle.

Sauf que, le 5 avril, dans le studio de la rue de l'Élysée, Macron ne « rappellera » rien du tout. « La cellule diplomatique a écrit un texte que le Président n'a jamais vu, et ils l'ont envoyé à l'AFP, assure un conseiller du chef de l'État. Il

l'a donc modifié en le découvrant, avant d'enregistrer la vidéo. » Dans laquelle il n'est plus question d'affirmer que la France « aurait pu arrêter le génocide ».

Résumé de l'affaire par le même conseiller : « Ce sont les diplomates [de l'Élysée] qui ont outrepassé leurs prérogatives. » Un peu comme les « agriculteurs » de la Présidence avaient dépassé les leurs, lorsque, le 21 février, ils avaient laissé entendre que Les Soulèvements de la Terre seraient invités à débattre avec Macron au Salon de l'agriculture ?

